



Communiqué de presse – Conseil provincial du Hainaut

Budget 2025 provincial voté : les zones de secours à nouveau au cœur des débats

Le budget 2025 de la Province de Hainaut a été voté ce 8 octobre. Le PS et MR l'ont approuvé, les Engagés se sont abstenus tandis que le PTB et Ecolo s'y sont opposés.

Le budget défendu par le Président du Collège provincial Serge Hustache s'élève à plus de 520 millions (810 millions avec l'enseignement). Affichant un léger boni de 21 299 €, il intègre une nouvelle intervention de 52.1 millions en faveur des zones de secours. Cette somme, équivalente à celle de 2024, porte à 250 millions les moyens financiers dégagés depuis 2018 en faveur de la sécurité des citoyens. Par précaution, il comprend également la constitution de provisions (26.2 millions) pour faire face à l'évolution du dossier des zones de secours.

Bien qu'essentiellement technique, en cette fin de mandature, le budget a fait l'objet d'un vrai débat démocratique de la part de l'Institution élue. Au cœur des discussions, les efforts consentis pour soulager les communes dans ce financement croissant des zones des secours, les effets du plan d'économie ayant notamment débouché sur une diminution de 7,6% du personnel (347 « équivalents temps pleins » en moins), la hausse généralisée des dépenses de pension et les coûts que pourrait engendrer la réforme wallonne de la fonction publique.

La majorité PS-MR s'est félicitée de l'objectif atteint : assumer quelque 65 % du financement des zones de secours pour soulager les communes et assurer la sécurité des citoyens, sans procéder à des licenciements ni priver les Hainuyers des services provinciaux les plus fondamentaux.

Se référant à la Déclaration de Politique Régionale (DPR), le chef de groupe MR Valéry Gosselain a considéré que les Provinces auront trois ans pour établir un plan d'action concerté avec la Wallonie en vue d'atteindre les 100% de financement des zones et de réorganiser les compétences. Il prône une approche participative pour gérer les réformes à venir.

Le PS voit plus la DPR comme un danger : *« les annonces de cette déclaration risquent d'avoir un impact sur le personnel, estime Laurence Meire, cheffe de groupe. La suppression de l'échelon politique - qui représente moins d'1% des dépenses – mettrait à mal le pouvoir fiscal des Provinces alors que 70% de nos compétences relèvent de la Fédération Wallonie Bruxelles, dont les finances sont précaires ».*

Les Engagés se sont abstenus sur le budget estimant que bien des défis ont été relevés par le Hainaut grâce au personnel. Leur chef de groupe David Lavaux voit dans une capacité d'écoute du Gouvernement wallon *« des raisons d'être optimiste »* pour moduler une Institution apte à mieux répondre aux besoins des citoyens et des communes.

Alors que le PTB a dénoncé ce qu'il considère être politique d'austérité, Ecolo a justifié son refus par ce qu'il estime être un manque d'anticipation de la part de la majorité. Pour Philippe Lesne, chef de groupe, le budget 2025 *« ne permet pas d'aller dans la direction d'un financement croissant des zones de secours alors que la Province puise dans ses réserves depuis 2020 ».*